

A light blue map of the African continent is shown in the background. The country of Burkina Faso is highlighted in a solid red color, located in the central-western part of the continent. The map includes white outlines for the borders of various African countries.

**Burkina Faso  
Luxembourg**

**COOPÉRATION AU  
DÉVELOPPEMENT**

Février 2017







# Contenu

---

---

04 BURKINA FASO, VUE D'ENSEMBLE

---

06 STRATÉGIES & PRINCIPES

---

07 COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE  
AU BURKINA FASO

---

08 CHIFFRES

---

10 ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION  
AU BURKINA FASO

---

11 COOPÉRATION BILATÉRALE

---

17 COOPÉRATION MULTILATÉRALE

---

18 COOPÉRATION AVEC LES ONG

---

20 ACTION HUMANITAIRE

---

20 APPUI AUX PROGRAMMES

---

21 CONTACTS

---

# Burkina Faso, vue d'ensemble



183 / 188

Indice de développement humain

82,3

Sources d'eau  
potable améliorées  
(% y ayant accès)

20

Installations  
d'assainissement  
améliorées (% y ayant accès)

700 USD  
RNB/habitant

18 105 570

Population

2,9 %

Taux d'accroissement de la population

5,8

Croissance de la  
population urbaine  
(% annuel)

59

Espérance de vie  
à la naissance

0,2

Émission de CO<sub>2</sub>  
(tonnes métriques/habitant)

89 / 1000  
Mortalité infantile

5,5

Enfants/femme

107 %

Taux de fertilité  
chez les adolescents

30,3  
Inscription à l'école secondaire (% brut)

274 220 km<sup>2</sup>

Superficie



- Intervention de la Coopération luxembourgeoise
- ★ Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Ouagadougou, Burkina Faso
- ★ Bureau régional de LuxDev à Ouagadougou
- Forêts classées



# La Coopération luxembourgeoise au développement : **stratégies & principes**

---

La Coopération luxembourgeoise au développement se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté. Ses actions se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux avec l'homme, la femme et l'enfant en son centre.

Les actions de la Coopération luxembourgeoise s'inscrivent dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) qui ont pris la relève des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), tout en élargissant le champ d'action. Cependant, les principaux secteurs d'intervention de la Coopération luxembourgeoise resteront dans le domaine social : l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelles, la santé et le développement local. Des initiatives pertinentes dans le domaine de la microfinance sont encouragées au niveau conceptuel et opérationnel.

Par souci d'efficacité et d'impact, la Coopération luxembourgeoise cible un nombre restreint de pays partenaires tout en mettant à profit les bénéfices d'une approche régionale et en tenant compte des situations de fragilité. La concentration sectorielle résulte aussi de la volonté d'avoir un impact réel, voire d'assumer un rôle de chef de file parmi les bailleurs dans certains de ces secteurs. L'esprit de partenariat, qui se traduit par le souci de l'appropriation des programmes et projets par les bénéficiaires, préside à la mise au point des programmes pluriannuels de coopération - les Programmes indicatifs de Coopération (PIC).

En termes d'aide publique au développement (APD), la Coopération luxembourgeoise se place depuis l'an 2000 dans le groupe des pays industrialisés qui y consacrent plus de 0,7 % de leur revenu national brut (RNB). Le programme gouvernemental de l'actuelle législature (2013-2018) confirme l'engagement du Luxembourg à maintenir son APD à 1 % du RNB et précise qu'il s'agit d'une APD entièrement basée sur les dons, qui est par principe non liée. L'APD est mise en œuvre par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de la coopération avec

les organisations non gouvernementales (ONG) et de l'appui aux programmes.

L'APD luxembourgeoise comprend par ailleurs un important volet d'action humanitaire sous forme d'aide d'urgence pour répondre aux catastrophes humanitaires, aux catastrophes naturelles et à des conflits violents, incluant aussi un volet « prévention » des catastrophes humanitaires ainsi qu'un volet « transition » entre une catastrophe humanitaire, la reconstruction et la reprise des activités de développement.

En parallèle, la Coopération luxembourgeoise est activement impliquée dans le débat et la mise en œuvre de nouveaux standards de qualité et d'efficacité de l'aide. Elle respecte les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (appropriation, harmonisation, alignement, gestion axée sur les résultats et responsabilité mutuelle), le Programme d'action d'Accra et le Partenariat mondial de Busan et du Mexique, de même que les engagements pris dans le cadre du Code de conduite de l'Union européenne sur la complémentarité et la division du travail.

Guidée par les principes de l'efficacité du développement, la Coopération luxembourgeoise a évolué d'une approche de projets mis en œuvre en régie vers une approche sectorielle mettant en œuvre des programmes favorisant une plus grande utilisation des systèmes nationaux (accords de partenariat opérationnels, exécution nationale, aide budgétaire sectorielle) et ouverte à d'autres modalités de l'aide, telles que la gestion axée sur les résultats.

Depuis 2009, plusieurs stratégies sectorielles complètent la stratégie générale et les principes de la Coopération luxembourgeoise. Elles couvrent les principaux domaines d'action, à savoir : l'action humanitaire, l'agriculture et la sécurité alimentaire, le développement local, l'eau et l'assainissement, l'éducation, la formation et l'insertion professionnelle, l'environnement et le changement climatique, le genre, la gouvernance, la microfinance, la santé et le renforcement des institutions et des capacités.

# Les relations bilatérales entre le Luxembourg et le Burkina Faso

---

En 1996, le Burkina Faso est devenu un pays partenaire de la coopération au développement du Grand-Duché de Luxembourg. Le fait qu'un nombre important d'ONG luxembourgeoises étaient actives dans ce pays a contribué à orienter ce choix. Les deux pays ont signé un accord général de coopération le 27 octobre 1999, formalisant ainsi la coopération entre les deux gouvernements. En novembre 2006, un Bureau de la Coopération luxembourgeoise a été installé à Ouagadougou, accrédité au Burkina Faso et au Niger.

Le premier Programme indicatif de Coopération 2003 – 2007 (PIC I) entre les gouvernements du Burkina Faso et du Luxembourg a été signé en janvier 2003 à Ouagadougou et avait comme secteurs prioritaires l'artisanat, l'alphabétisation/éducation non formelle, l'environnement/gestion des ressources naturelles, et la santé (transfusion sanguine). L'enveloppe indicative du PIC I était de l'ordre de 21,6 millions EUR.

Le deuxième PIC qui couvrait initialement la période 2008 – 2012, a été prolongé à deux reprises et a pris fin en décembre 2016.

Les programmes BKF/017 'Projet d'amélioration de l'élevage du zébu azawak et de gestion durable des ressources pastorales' et BKF/020 'Appui au plan stratégique de renforcement de la transfusion sanguine' ont pris fin durant la deuxième moitié de 2016. De plus, les derniers versements relatifs aux programmes BKF/018 'Programme d'appui à la politique sectorielle de l'enseignement et la formation techniques et professionnels' et BKF/022 'Appui au programme de développement du secteur de l'éducation de base (PDESB)' ont été effectués en décembre 2016. Les programmes du PIC II encore en cours sont le BKF/019 'Programme d'appui au secteur forestier' qui bénéficiera encore d'un appui financier en 2017, et le BKF/021 'Appui au développement des TIC au Burkina Faso' dont le protocole d'accord a été signé à Paris, le

7 décembre 2016, lors de la conférence des partenaires du Burkina Faso pour le financement du Plan national de développement économique et social (PNDES).

Le troisième PIC pour la période 2017–2021 (PIC III) a été signé le 21 novembre 2016 par les deux gouvernements respectifs. Dans une perspective de continuité et de consolidation des acquis précédents et avec une enveloppe indicative de 60 millions EUR, le PIC III se concentrera essentiellement sur les secteurs suivants :

- la gestion durable des ressources naturelles (GDRN)
- l'éducation, l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EEFTP)
- les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC).

Ainsi, les objectifs spécifiques qui sont ciblés sur la totalité du territoire à travers les axes des secteurs prioritaires, sont :

- la gestion durable et participative des productions forestières ;
- la lutte contre la pauvreté et le développement durable dans un contexte de changements climatiques comme objectifs généraux ;
- l'augmentation d'une offre qualitative de formation professionnelle en vue d'améliorer l'employabilité et l'insertion des jeunes et des femmes, et enfin ;
- l'appui au renforcement des infrastructures de communication (PARICOM).

Le genre, la gouvernance, l'environnement et le changement climatique seront abordés de façon transversale tout au long du PIC III.

Les projets exécutés par les partenaires multilatéraux viennent en complément aux activités exécutées par LuxDev, l'agence luxembourgeoise pour la coopération au développement, et s'inscrivent également dans le cadre des PIC. Dans le cadre du PIC III, une enveloppe globale de 15 %, soit 9 millions EUR, est attribuée à la coopération multilatérale.



# Chiffres

## 1. Coopération bilatérale

Durée	Titre	Exécution	Budget total EUR
2010 - 2016	BKF/017 - Projet d'Amélioration de l'Élevage du Zébu azawak et de Gestion durable des Ressources pastorales	LuxDev	6 000 000
2012 - 2017	BKF/018 - Programme d'Appui à la Politique sectorielle d'Enseignement et de Formation techniques et professionnelles au Burkina Faso	LuxDev	10 000 000
2012 - 2017	BKF/019 - Programme d'Appui au Secteur forestier du Burkina Faso (PASF)	LuxDev	11 000 000
2012 - 2016	BKF/020 - Appui au Plan stratégique de Renforcement de la Transfusion sanguine	LuxDev	7 500 000
2016	BKF/021 - Appui au développement des TIC au Burkina Faso (en formulation)	LuxDev	22 300 000
2014 - 2016	BKF/022 - Appui au Programme de Développement stratégique de l'Éducation de Base (PDSEB)	LuxDev	15 000 000

## 2. Coopération multilatérale

Durée	Titre	Budget total EUR
2017 - 2021	Les projets multilatéraux à mettre en oeuvre dans le cadre du PIC III restent à être définis	9 000 000

## 3. ONG

Durée	Titre	ONG	Budget total EUR
2016-2022	Mandat « Agri+ »- Dispositif innovant de financement de l'agriculture familiale au Burkina Faso et au Mali	SOS Faim	4 000 000*
2015-2017	Prise en charge par une infirmière à domicile de personnes vivant avec le VIH/SIDA, Burkina Faso	Fondation Dr Elvire Engel	50 712
2016-2018	Développement de 8 coopératives agricoles – Installation de jeunes agents pour un environnement écologique dans leur village d'origine, Burkina Faso	Fondation Dr Elvire Engel	214 657
2016-2019	Formation de jeunes déscolarisés aux techniques agricoles respectant l'environnement, retour dans leur village d'origine en coopérative agricole et renforcement des anciennes coopératives agricoles	Fondation Dr Elvire Engel	550 743
2015-2017	Partenariat avec l'école Koko B à Bobo Dioulasso, Burkina Faso	Solidaresch Aktioun Echternach	81 663
2014-2018	Projet de protection des enfants vulnérables dans la province du Boulkiem-dé, Burkina Faso	Le Soleil dans la Main	977 101
2015-2017	Projet d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans la province du Bam 2 <sup>e</sup> Phase (PEPAB-2), Burkina Faso	Le Soleil dans la Main	189 212
2016-2019	Projet intégré d'amélioration et de diversification des productions agro-sylvo-pastorales dans quinze (15) villages de la commune de Kongoussi, Burkina Faso	Le Soleil dans la Main	660 522
2016-2019	Réalisation d'un complexe scolaire à Zambélé	Lëtubuerger Landjugend a Jongbaueren	490 303
2016-2018	Programme de Développement Intégré du diocèse de Banfora	Fondation Chrëschte mam Sahel	760 000
2016-2018	Programme de Développement Intégré du diocèse de Bobo Dioulasso Phase II	Fondation Chrëschte mam Sahel	760 000
2016-2018	Programme de Développement Intégré du diocèse de Dédougou-Phase II	Fondation Chrëschte mam Sahel	788 800
2016-2018	Programme de Développement Intégré du diocèse de Fada-Phase II	Fondation Chrëschte mam Sahel	216 000
2016-2018	Programme de Développement Intégré du diocèse de Nouna	Fondation Chrëschte mam Sahel	760 000
2016-2018	Projet Conservation des eaux, réhabilitation des sols et amélioration agro-sylvo-pastorale dans le département de Kongoussi, province de Bam	Fondation Chrëschte mam Sahel	84 000
2016-2018	Appui aux enfants orphelins et autres enfants vulnérables victimes du VIH/SIDA dans la région du Centre-Nord	Fondation Chrëschte mam Sahel	75 200
2015-2017	Association Dakupa - Projet de renforcement de la lutte contre la pauvreté féminine dans la province de Boulgou	Frères des Hommes	72 003

Durée	Titre	ONG	Budget total EUR
2015-2017	Renforcement par le théâtre des capacités de concertation des populations en vue d'une meilleure participation à la définition des politiques locales ou nationales de lutte contre la pauvreté et d'accès aux services sociaux de base - phase II	Frères des Hommes	62 580
2016-2020	Promotion de la santé maternelle, de la santé familiale et communautaire dans le centre du Burkina Faso	Fondation Follereau Luxembourg	840 000
2016-2020	Programme de sensibilisation pour l'abandon des mutilations génitales féminines et de prise en charge des victimes dans les provinces de l'Oubritenga, du Yagha et du Yatenga au Burkina Faso	Fondation Follereau Luxembourg	187 200
2016-2020	Insertion socio-professionnelle des jeunes défavorisés issus des sites aurifères de la commune de Tougouri au Burkina Faso	Fondation Follereau Luxembourg	196 800
2016-2020	Insertion socio-professionnelle de jeunes jardiniers à Dédougou au Burkina Faso	Fondation Follereau Luxembourg	120 000
2014-2017	Projet d'appui à la mise en œuvre de la stratégie de développement de la réadaptation fonctionnelle	Handicap International Luxembourg	434 977
2014-2018	Renforcement de l'Union Baoré Traditionnel d'Épargne Crédit	SOS Faim - ASTM	797 760
2014-2017	Programme d'appui aux activités agro-sylvo-pastorales et de protection de l'environnement	SOS Faim - ASTM	268 000
2014-2018	Appui au développement des mutuelles de solidarité	SOS Faim - ASTM	200 000
2014-2018	Renforcement du réseau APESS	SOS Faim - ASTM	356 000
2014-2018	Renforcement organisationnel et institutionnel du GTPA (Groupement de Transformation des Produits Agricoles) Wendkuuni	SOS Faim - ASTM	64 000
2017-2019	Renforcer les capacités de la commune de Dapologo dans la gestion Dapé-Logo dans la gestion de son réseau hydraulique et la mise en œuvre de sa politique d'assainissement	Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise	197 410
2017-2019	Construire des habitations durables pour 250 ménages dans 3 villages de la province du Namentenga	Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise	144 020
2017-2019	Construire des latrines pour 250 ménages dans 3 villages de la province du Namentenga et les sensibiliser au niveau assainissement	Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise	66 494
2017-2019	Fournir 250 foyers améliorés et construire 250 greniers dans 3 villages de la province du Namentenga	Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise	52 794
2017-2019	Faire participer les communautés et autorités locales de Namentenga dans l'aménagement du village (sur base de participation communautaire) afin de comprendre et à pouvoir identifier les zones à risques et de les aménager	Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise	269 963
2017-2019	Renforcer leurs capacités en matière de construction durable et d'assainissement au niveau de la communauté villageoise, des autorités locales et des volontaires du comité provincial de la Croix-Rouge de Namentenga, ainsi que former les volontaires en PHAST et PASSA.	Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise	41 289
2017-2019	Action Repères : Permettre une meilleure intégration de la problématique de l'ESEC dans les systèmes de protection de l'enfance en Afrique de l'Ouest	ECPAT Luxembourg	75 200

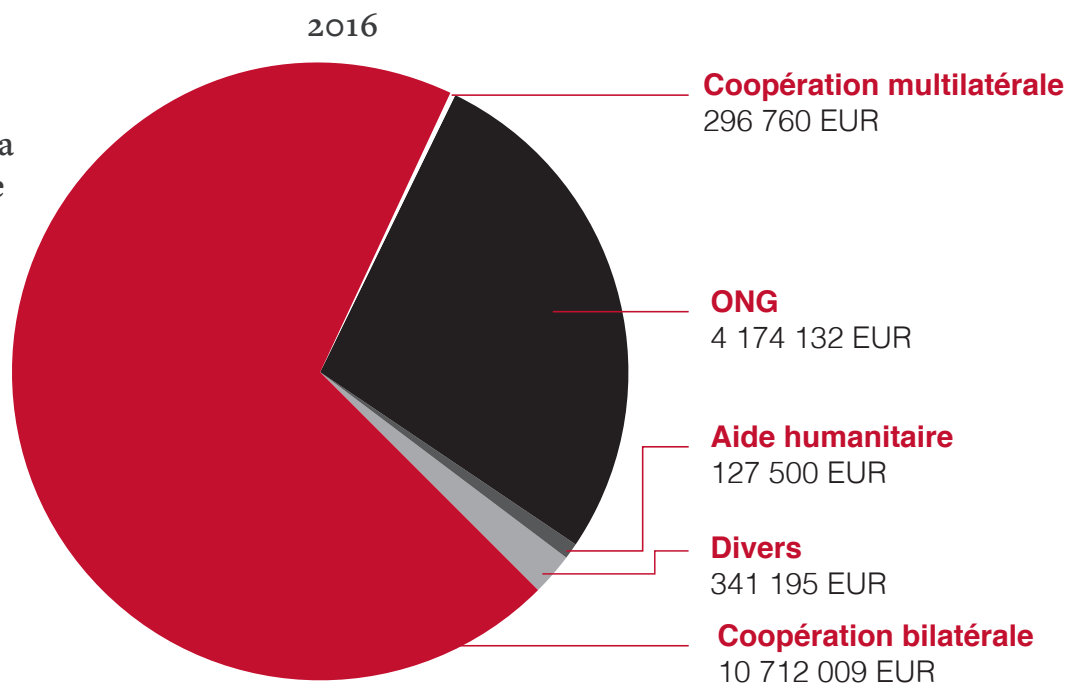
\* montant du mandat Agri+ consacré au Burkina Faso

#### 4. Action humanitaire

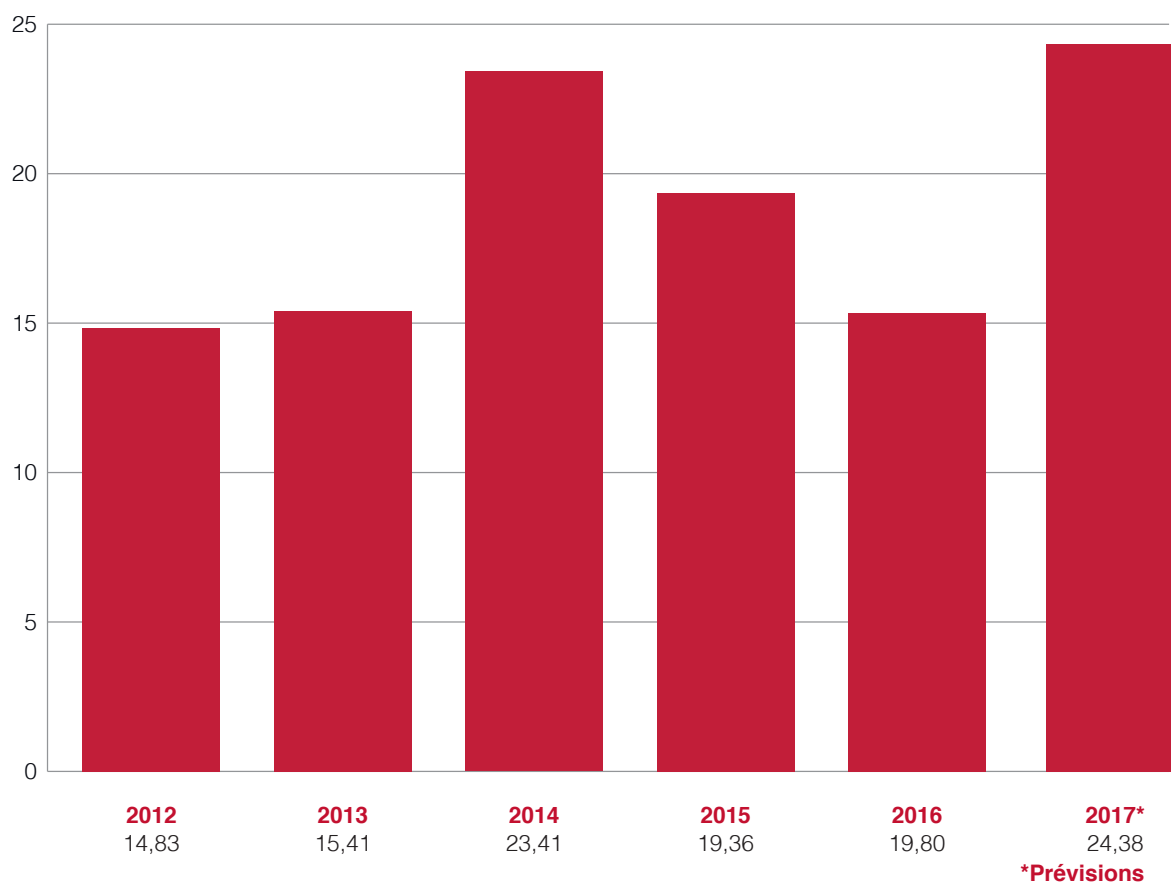
Durée	Titre	Organisation	Part MAEE
2016	Projet d'aide en faveur de 700 ménages sinistrés suite aux inondations de la campagne agricole en 2015-2016 dans le district de Nouna	Chrëschte mam Sahel	42 500
2015 - 2016	Soutien au gouvernement pour le développement et la mise en œuvre de politiques, de cadres institutionnels et de mécanismes permettant de gérer à bien les processus de réhabilitation et de reconstruction suite à des catastrophes naturelles	BCPR/PNUD	85 000

## ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION AU BURKINA FASO

Évolution de la  
mise en œuvre



millions EUR





## Projet d'amélioration de l'élevage du zébu azawak et de gestion durable des ressources pastorales



2010 - 2016

BKF/017

Le Burkina Faso connaît une augmentation de sa population humaine et animale alors que l'espace exploitable se raréfie à cause des sécheresses récurrentes et de la surexploitation des ressources naturelles.

Contrairement à l'image que donne l'Afrique sahélienne, les animaux sont nombreux mais ils se sont adaptés aux conditions de survie difficiles et leur fécondité est faible, la production laitière limitée et de ce fait la croissance des jeunes lente.

Le projet avait pour objectif d'une part de promouvoir l'élevage d'une race bovine locale plus productive et adaptable à un élevage plus intensif, à savoir le zébu azawak, et d'autre part, de réhabiliter des pâturages de proximité. Il s'agissait donc de sécuriser, récupérer, valoriser et gérer durablement les ressources pastorales dégradées à travers l'aménagement du territoire des collectivités locales.

L'appui aux éleveurs d'azawak s'est réalisé essentiellement à travers le renforcement des capacités de l'Union nationale des éleveurs d'azawak au Burkina Faso (UNEAB). Dans ce cadre et en respectant l'approche du « faire – faire » qui occupe

une place centrale dans l'exécution du projet, des conventions signées avec l'UNEAB permettaient d'acquérir des animaux de qualité et d'installer des infrastructures d'élevage au profit des éleveurs. Des formations contribuaient par ailleurs au renforcement des capacités techniques des éleveurs et des capacités organisationnelles des groupements d'éleveurs et de l'Union.

Le renforcement des capacités du ministère des Ressources animales et halieutiques, tutelle du projet, s'est concrétisé par l'appui à la réalisation d'études stratégiques et la formation de cadres des services centraux. D'autre part, le fonctionnement des services techniques déconcentrés a été appuyé pour permettre l'encadrement des éleveurs.

Dans le cadre de la gestion des ressources pastorales, le projet a permis la récupération de 8 500 ha de terres dégradées dans le sahel burkinabé, soit 2 500 de plus qu'initialement prévu. La sécurisation des sites récupérés se réalise à travers la mise en œuvre de chartes foncières locales. Ces chartes, élaborées avec l'appui du projet à travers un processus participatif, ont permis de formaliser les règles de gestion durable des ressources pastorales. Elles impliquent la mise en place d'instances foncières au niveau communal et villageois en charge de leur mise en application. Le projet prévoit également de valoriser les sites récupérés par un projet de vente de crédit carbone sur le marché volontaire et les premiers certificats carbone seront enfin disponibles début 2017.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :  
6 000 000 EUR



◀ Zébu azawak

## Programme d'appui à la politique sectorielle d'enseignement et de formation techniques et professionnelles (EFTP) au Burkina Faso



2012 - 2017

BKF/018

Pour remédier aux difficultés récurrentes du secteur de l'EFTP, le Burkina Faso a élaboré une politique nationale d'enseignement et de formation techniques et professionnels. Cette politique vise à doter le pays d'une expertise qualifiée, suffisante et disponible dans tous les corps de métiers. Plusieurs ministères sont en charge de sa mise en œuvre. Le ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'insertion professionnelles et de l'Emploi (MJFIP) en est un acteur central.

Le secteur de l'EFTP est également du ressort des chambres consulaires, des organisations professionnelles et des promoteurs de formation qui participent à son développement (chambres des métiers, de l'artisanat, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, Fédération nationale des artisans du Burkina Faso (FENABF), Maison de l'entreprise du Burkina Faso (MEBF).

Cet appui à la mise en œuvre du Plan d'actions de la PN/EFTP 2011 - 2015 a pour objectif global celui de la politique nationale : élever le niveau de connaissance et de compétence de la population

active et, plus particulièrement des jeunes, pour favoriser leur insertion dans les emplois d'aujourd'hui et les métiers porteurs de demain, afin de stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté. L'objectif spécifique est d'améliorer l'offre de formation professionnelle et l'employabilité des jeunes. Les outils de pilotage du secteur se mettent progressivement en place.

Le programme a démarré en 2012 et a permis d'appuyer jusqu'à fin 2016 la formation de 11 500 jeunes dans des formations modulaires qualifiantes et qui se sont présentées au Certificat de Qualification professionnelle. Pour sa dernière année, il est prévu la formation de 21 500 personnes supplémentaires, portant le nombre final à 33 000. En 2017, le programme national prévoit également l'élaboration d'une vingtaine de référentiels de formation et de certification surtout dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et du bâtiment et travaux publics.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :  
10 000 000 EUR



◀ Formation électricien

## Programme d'appui au secteur forestier du Burkina Faso (PASF)



2012 - 2017

BKF/019

Pour la Coopération luxembourgeoise, ce programme est innovant à plus d'un titre. En effet, il est mis en œuvre selon une approche programme et sa modalité d'exécution est nationale. Ainsi, il (i) s'inscrit parfaitement dans la politique nationale du pays et le plan de travail du ministère de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement climatique (MEEVCC), et (ii) s'appuie sur les procédures nationales et structures existantes pour sa mise en œuvre. D'autre part, il s'insère dans une nouvelle approche qui consiste à soutenir la politique nationale du pays dans la mise en place de sa stratégie. De plus, c'est une démarche originale car elle est menée avec un autre bailleur de fonds, en l'occurrence la Coopération suédoise.

Le programme vise principalement à renforcer les capacités des institutions nationales liées aux ressources naturelles à travers une assistance technique long terme, ainsi que des missions d'expertise perlée. Ces appuis portent essentiellement sur les domaines de la gestion des ressources

forestières et des ressources humaines, ainsi que de la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales.

Au-delà de l'appui institutionnel au MEEVCC et un appui direct à ce ministère dans la mise en œuvre de ses actions en faveur du développement durable à travers la gestion des ressources forestières, le programme supporte également la mise en place du Fonds d'intervention pour l'environnement (FIE). Ce Fonds est un nouvel outil financier prévu depuis plus de 20 ans dans le Code de l'environnement. Il permettra de canaliser les financements au profit de la mise en œuvre de la politique environnementale. Au-delà de la gestion des micro-projets au profit de promoteurs dans le cadre du PASF, le FIE se verra ainsi aussi confier la gestion des fonds relatifs à la réhabilitation des sites miniers et a pour vocation de devenir l'instrument incontournable pour le fonds climat au Burkina Faso.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :  
11 000 000 EUR



◀ Reboisement



## Appui au plan stratégique de renforcement de la transfusion sanguine



2012 - 2016

BKF/020

La transfusion sanguine est un sous-secteur du domaine médical qui reste particulièrement sensible au niveau mondial et d'une importance cruciale pour les pays en voie de développement. Au Burkina Faso, elle est la thérapeutique substitutive qui contribue à réduire de façon importante la morbidité et la mortalité aussi bien chez les femmes que les enfants, dues aux anémies et aux hémorragies en gynécologie-obstétrique et en pédiatrie.

Compte tenu de l'importance vitale de ce sous-secteur, la Coopération luxembourgeoise a commencé son soutien à la transfusion sanguine il y a une dizaine d'années afin de remédier aux moyens insuffisants, aux ressources humaines peu qualifiées et à l'accès réduit pour les populations dans le besoin.

Lors de cette 3<sup>e</sup> phase, il s'agissait de soutenir le ministère de la Santé burkinabè et le Centre national de transfusion sanguine (CNTS) afin de leur donner l'appui nécessaire pour améliorer leurs performances. Les activités principales

de ce projet concernaient la construction d'un nouveau centre régional de transfusion sanguine à Ouagadougou, la réhabilitation de trois autres centres en région, la construction de sept dépôts-préleveurs, la formation du personnel des centres et de toute personne ayant accès à la transfusion sanguine et enfin, le renforcement de la qualité des prestations.

Au niveau institutionnel, il s'agissait d'appuyer le ministère de la Santé dans l'élaboration d'une stratégie en matière de transfusion sanguine. En phase de clôture, avec la finalisation des derniers contrats d'équipement et les réceptions de certaines constructions prévues pour tout début 2017, l'évaluation finale du projet réalisée fin 2016 a souligné les résultats positifs en termes de pertinence, d'efficacité, d'efficience et de durabilité, du projet, et de l'appui constant de la Coopération luxembourgeoise au sous-secteur depuis 2000.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :  
7 500 000 EUR



◀ Construction du CRTS de Ouagadougou

## Appui au développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) au Burkina Faso



2016 (en formulation)

**BKF/021**

Le projet BKF/021 devra intervenir en soutien au Programme d'appui au renforcement des infrastructures de communication (PARICOM) dont l'Agence de promotion des TIC's (ANPTIC) est l'unité de gestion et l'agence d'exécution.

Dans ce cadre, le projet concourt à l'objectif global d'améliorer la disponibilité, l'efficacité et l'accessibilité de l'offre de services de communication électronique sur toute l'étendue du territoire national.

Il poursuivra plus spécifiquement l'objectif d'aider à la mise en œuvre des cyber-stratégies sectorielles. À cet effet trois résultats sont visés :

- l'ANPTIC est en capacité d'assurer la mise en œuvre des projets et programmes de développement des TIC ;
- le Burkina Faso dispose fin 2018 d'une infrastructure de communication renforcée par satellites, RESINA+, qui couvre les besoins sectoriels des appuis du BKF/021 dans 42 chefs-lieux de province ;
- le ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité intérieure (MATDSI), le ministère de l'Économie, des Finances et du Développement (MINEFID), le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation (MENA), le ministère de la Santé (MINSAN) et le ministère de la Jeunesse, de l'Insertion et de la Formation professionnelles (MJFIP) utilisent RESINA+ dès le premier semestre 2018 et étendent le bénéfice de leurs services à 28 nouvelles provinces connectées.

Des premiers bénéfices sectoriels pourraient être obtenus sans investissement supplémentaire que ceux déjà engagés par l'État burkinabè :

- liés à la mise en place d'un pilote de 369 sites pour l'enregistrement des faits nouveaux d'état civil ;
- liés au renforcement et à l'extension des applications de recettes et dépenses de l'état dans 174 trésoreries du MINEFID ;
- liés au déploiement du système de gestion (données des examens scolaires du primaire, manuels et équipements scolaires, données statistiques de l'éducation) de l'éducation nationale dans 202 bâtiments du ministère de l'Éducation nationale (MENA).

Le projet BKF/021 présente la particularité de conjuguer trois leviers de développement : technologique, organisationnel et institutionnel. Chacun de ces leviers est stratégique pour la coopération au développement entre le Burkina Faso et le Luxembourg.

Le technologique permet d'accéder de manière indépendante au réseau mondial internet et de désenclaver le pays, l'organisationnel permet d'accompagner la création et la pérennisation de l'ANPTIC et l'institutionnel permet finalement d'opérationnaliser les cyber-stratégies adoptées.

La formulation prolongée devra être clôturée début 2017.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :  
22 300 000 EUR

## Appui au Programme de développement stratégique de l'éducation de base (PDSEB)



2014 - 2016

BKF/022

L'éducation de base au Burkina Faso est confrontée à deux principaux défis : la massification et la qualité. Pour y répondre, le pays s'est doté d'un Programme de développement stratégique de l'éducation de base (PDSEB) qui couvre la période 2012-2021. Son objectif est de permettre à tous les citoyens burkinabè de bénéficier d'une éducation de base formelle afin d'accroître leur capacité de participation au développement du pays. La mise en œuvre du PDSEB doit aussi permettre au Burkina Faso d'atteindre l'éducation pour tous et les Objectifs du millénaire pour le développement se rapportant à l'éducation à l'horizon 2021.

L'atteinte de ces objectifs nécessite d'importants moyens financiers que le budget de l'État à lui seul ne permet pas de supporter. C'est dans ce sens que le gouvernement burkinabè a sollicité et obtenu des Partenaires techniques et financiers (PTF) un appui à travers le Compte d'affectation spéciale du trésor/fonds de soutien au développement de l'enseignement de base (CAST/FSDEB). Suite aux travaux de la Commission de partenariat tenu en 2012, le Luxembourg a rejoint les efforts des partenaires déjà présents en appuyant

la mise en œuvre du PDSEB sur la période 2014-2015 avec une enveloppe de 15 millions EUR dans le cadre du programme BKF/022 qui comporte deux composantes :

- l'appui au CAST aux côtés d'autres PTF que sont la France via l'AFD, l'UNICEF, la Suisse, le Canada et le Partenariat mondial pour l'éducation ;
- l'appui au plan stratégique de renforcement des capacités (PSRC) du MENA.

L'appui du Luxembourg qui s'est finalement étalé sur la période 2014-2016 a permis d'accroître les ressources du CAST contribuant ainsi à l'amélioration des indicateurs d'accès et de qualité de l'éducation de base. Il a aussi permis de rendre opérationnel le PSRC du MENA par l'élaboration d'un plan d'action pluriannuel et de plans de travail annuels.

Même si le CAST reste un outil important dans la mise en œuvre de la politique éducative au Burkina Faso, force est de reconnaître qu'il a connu des dysfonctionnements que les audits de gestion 2013 et 2014 ont mis en exergue. Pour y faire face, des mesures pour améliorer la gestion du CAST ont été prises par le gouvernement et les PTF. Tenant compte de cette situation et sur la base des besoins exprimés par le gouvernement, le Luxembourg envisage de poursuivre son appui au secteur de l'éducation dans le cadre du nouveau Programme indicatif de coopération (PIC III). Ce nouvel appui viendrait non seulement soutenir le PDSEB, mais aussi le nouveau Plan sectoriel de l'éducation et de la formation (2017-2030) en cours de finalisation et qui matérialise la vision holistique et intégrée du système éducatif telle que définie dans la loi d'orientation de l'éducation.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :  
15 000 000 EUR



▲ Éducation de base destinée aux femmes



### Coopération avec les partenaires multilatéraux

---

Dans le cadre des PIC, les projets exécutés par les partenaires multilatéraux viennent en complément aux activités exécutées par l'agence luxembourgeoise pour la coopération au développement LuxDev.

Dans le cadre du PIC III, une enveloppe globale de 15 %, soit 9 millions EUR, est attribuée à la coopération multilatérale.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :  
9 000 000 EUR

### Partenariat UE-LU-OMS sur la Couverture sanitaire universelle (CSU)

---

En dehors des projets multi-bi dans le cadre du PIC, la Coopération luxembourgeoise soutient un programme à travers l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et en collaboration avec l'Union européenne, qui couvre ses cinq pays partenaires africains, c'est-à-dire le Burkina Faso, le Cabo Verde, le Mali, le Niger et le Sénégal, ainsi que le Laos qui a été ajouté en 2015. Il vise à renforcer la capacité des pays à développer et mettre en œuvre des politiques, stratégies et plans de santé solides et complets promouvant la couverture sanitaire universelle. Le programme est adapté aux besoins des différents pays et, de par sa nature de partenariat, aide à partager les leçons apprises et les échanges Sud-Sud. Les partenaires principaux pour la mise en œuvre sur le terrain sont les ministères de la Santé, mais aussi d'autres partenaires nationaux et internationaux.

La coordination de la partie luxembourgeoise de ce programme est assurée par trois experts techniques, dont un siègeant dans le bureau sous-régional de l'OMS à Ouagadougou et couvrant le

Burkina Faso et le Niger, un deuxième siègeant dans le bureau de l'OMS à Bamako et couvrant le Mali, le Sénégal et le Cabo Verde, et enfin un troisième dans le bureau à Vientiane en charge du Laos.

Au Burkina Faso, le partenariat a élaboré une méthodologie pour les comptes nationaux de la santé adaptée au contexte du pays. Le partenariat a soutenu la collecte de données et l'analyse des résultats des comptes nationaux de la santé pour avoir une meilleure idée des coûts incombant aux ménages pour les soins et services de santé. Ces activités ont contribué à mettre en œuvre la gratuité des services de santé pendant la grossesse et l'accouchement.

Le partenariat a mené un nombre d'activités de plaidoyer soutenant la préparation et l'adoption d'une loi nationale sur la couverture sanitaire universelle.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :  
12 000 000 EUR

### Projets de Coopération des ONG

---

Parmi les ONG sous accord-cadre, l'Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise, ECPAT Luxembourg a.s.b.l., Handicap International Luxembourg a.s.b.l., Frères des Hommes a.s.b.l., la Fondation Follereau Luxembourg, la Fondation Chrétiens pour le Sahel et SOS Faim a.s.b.l. en consortium avec l'Action Solidarité Tiers Monde a.s.b.l. mettent actuellement en œuvre 26 projets qui se situent dans les domaines du droit à la personne, du développement rural, du renforcement de la société civile, des services médicaux, du développement intégré, de

la conservation des eaux et de la réhabilitation des sols, des services sociaux, de la production agricole, de l'approvisionnement en eau potable, de l'éducation et de la formation plurisectorielle et professionnelle, de la santé, de l'habitation, ainsi que des intermédiaires financiers du secteur informel ou semi informel.

Le budget total de ces projets est de 9 863 112 EUR. Le taux de cofinancement est de 80 % et l'appui du ministère à ces projets s'élève ainsi à 7 890 489 EUR

---

Parmi les ONG actuellement sous cofinancement, la Fondation Dr. Elvire Engel, Le Soleil dans la Main a.s.b.l., Lëtzebuerger Landjugend a Jongbaueren a.s.b.l. et Solidaresch Aktioun Echternach a.s.b.l. mettent en œuvre 8 projets qui se situent dans les domaines du développement et des coopératives agricoles, de l'éducation et formation environnementale, de la santé, de l'ensei-

gnement primaire, de l'approvisionnement en eau potable, de la protection environnementale, des services sociaux, des infrastructures et de l'équipement scolaire.

Le budget total de ces projets est de 4 286 553 EUR. Le taux de cofinancement est de 75 % et l'appui du ministère à ces projets s'élève ainsi à 3 214 914 EUR

Depuis mars 2016, SOS Faim Luxembourg travaille sous un mandat du MAEE à hauteur de 7 millions EUR qui s'étend sur 7 ans (2016-2022). Le mandat prévoit la mise en œuvre du projet « Dispositif innovant de financement de l'agriculture familiale au Burkina Faso et au Mali », aussi appelé Agri+. Environ 4 millions EUR de ce projet sont consacrés au Burkina Faso.

Le dispositif Agri+ comporte deux outils de financement : un fonds de garantie et une ligne de crédit. Le fonds de garantie limite le risque des institutions financières lorsqu'elles accordent des crédits dans le cadre de l'agriculture familiale et la ligne de crédit est dédiée à la microfi-

nance. Grâce à ces deux outils, les exploitations familiales et les organisations de producteurs agricoles peuvent recourir à des financements à moyen et long terme, adaptés à leurs besoins.

Agri+ vise à instaurer une meilleure interaction et une confiance accrue entre le secteur agricole familial et le secteur financier, en particulier les organisations paysannes et les institutions de financement rural. Cette dynamique d'apprentissage et de compréhension mutuelle devrait favoriser l'inclusion financière agricole familiale au Burkina Faso.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :  
volet Burkina Faso: environ 4 000 000 EUR

---

Chaque année, l'ambassade du Luxembourg à Ouagadougou dispose d'un budget de 50 000 EUR pour soutenir des activités d'organisations locales. Ces microprojets, d'une durée maximale d'un an, concernent divers domaines

tels que la culture, la santé, l'agriculture ou autres et peuvent bénéficier d'un montant maximum de 15 000 EUR par projet.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :  
50 000 EUR

## Action humanitaire

---

En 2014, le ministère a déboursé un montant de 85 000 EUR en faveur du Bureau pour la prévention des crises et le relèvement (BCPR) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) afin de développer et établir des politiques, cadres institutionnels et mécanismes capables de gérer des processus de réhabilitation après une catastrophe au Burkina Faso.

En 2015, une contribution de 33 793 EUR a été attribuée à Handicap International Luxembourg pour le projet FORCE afin de soutenir les femmes maliennes et burkinabés pour rétablir la cohésion et l'entente. Dans cette même année, le Luxembourg a alloué 85 000 EUR aux efforts du BCPR/PNUD pour améliorer les capacités de réponse en termes de réhabilitation et de reconstruction

dans le cadre du projet «PDNA (Post-disaster needs assessment) roll-out».

En 2016, l'ONG «Chrëschte mam Sahel» a reçu une contribution de 42 500 EUR pour la mise en œuvre d'un projet d'aide en faveur de 700 ménages sinistrés suite aux inondations de la campagne agricole en 2015-2016 dans le district de Nouna. Enfin, une contribution de 85 000 EUR a été allouée au BCPR/PNUD pour soutenir le gouvernement à développer et mettre en œuvre des politiques, des cadres institutionnels et des mécanismes lui permettant de gérer à bien les processus de réhabilitation et de reconstruction suite à des catastrophes naturelles.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise  
en 2016: 127 500 EUR

## Appui aux programmes

---

Un assistant technique junior (ATJ) est actuellement affecté à un projet de coopération de LuxDev au Burkina Faso.





## Contacts

---

### Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Ouagadougou, Burkina Faso

**Martine Schommer**

*Ambassadeur non résident*

6, rue de la Congrégation  
L-1352 Luxembourg  
LUXEMBOURG

Email: [martine.schommer@mae.etat.lu](mailto:martine.schommer@mae.etat.lu)  
Tel: (352) 247 82351  
Fax: (352) 46 38 42

**Max Lamesch**

*Chargé d'Affaires*

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg

937 Avenue Kwamé N'krumah  
11 B.P. 1609 CMS  
Ouagadougou 11  
BURKINA FASO

Email: [ouagadougou.amb@mae.etat.lu](mailto:ouagadougou.amb@mae.etat.lu)  
Tel: (226) 25 30 13 38  
Tel (Mobile): (226) 76 45 45 20  
Fax: (226) 25 30 13 40

### Direction de la coopération au développe- ment et de l'action humanitaire, ministère des Affaires étrangères et européennes

**Dominique Chevolet**

*Attaché de Légation*

*Desk Burkina Faso, Niger*

Email: [dominique.chevolet@mae.etat.lu](mailto:dominique.chevolet@mae.etat.lu)  
Tel: (352) 2478 2338  
Fax: (352) 46 38 42

### LuxDev Ouagadougou

**Max Glesener**

*Représentant régional pour le Burkina Faso, Niger*

Bureau régional de Ouagadougou  
B.P. n°513  
Ouagadougou 11  
BURKINA FASO

Email: [rof.oua@luxdev.lu](mailto:rof.oua@luxdev.lu)  
Tel: (226) 25 30 15 04  
Fax: (226) 25 30 15 06

### LuxDev Siège

**Igor Wajnsztok**

*Conseiller Programmes*

LuxDev

10, rue de la Grève  
B.P. 2273  
L-1022 Luxembourg  
LUXEMBOURG

Email: [wajnsztok@luxdev.lu](mailto:wajnsztok@luxdev.lu)  
Tel: (352) 29 58 58 253  
Fax: (352) 29 58 58 200













## Coopération luxembourgeoise



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Affaires étrangères  
et européennes

Direction de la coopération  
au développement et  
de l'action humanitaire

---

Édité par



Agence luxembourgeoise pour la  
Coopération au Développement

en février 2017

---

[www.gouvernement.lu/cooperation](http://www.gouvernement.lu/cooperation)  
[www.facebook.com/MAEE.Luxembourg](https://www.facebook.com/MAEE.Luxembourg)